

La Commission pour l'Afrique appelle à des résultats audacieux pour Doha

par Chris Stevens*

La Commission pour l'Afrique a publié son rapport le 11 mars¹, appelant à des échanges «davantage d'échanges, plus équitables» pour le continent. L'étude de 450 pages met en évidence les défis auxquels l'Afrique est confrontée et présente des recommandations sur la manière dont ils peuvent être relevés à la fois par l'Afrique et par les pays développés.

Concernant l'amélioration de la capacité commerciale de l'Afrique, le rapport recommande un investissement massif dans les infrastructures et la réforme des obstacles régionaux qui entravent les échanges intra-africains. Ces deux contraintes commerciales de l'offre doivent être prises en compte pour que l'Afrique devienne plus autonome. Concernant les responsabilités des pays riches (en particulier de l'UE), les recommandations du rapport sont réparties en trois thèmes : amélioration de l'accès effectif aux marchés pour les exportations de l'Afrique ; garantie de résultats suffisamment radicaux dans le Cycle de Doha pour que l'Afrique ne soit pas perdante ; et introduction d'un 'test du développement' pour les nouvelles normes sanitaires imposées aux importations en provenance des pays en développement, et pour les règles de l'OMC.

Le rapport cible, entre autres, les négociations avec l'Afrique sur les politiques commerciales actuelles de l'UE, ainsi que ses règles d'origine restrictives. Le régime commercial de Cotonou doit arriver à expiration en 2007 pour être remplacé par un ensemble d'Accords de partenariat économique régionaux (APE). Actuellement en voie de négociation, les APE sont largement perçus comme une tentative de l'UE visant à imposer la libéralisation à l'Afrique tout en cédant très peu en retour. Le rapport soutient avec force que les accords commerciaux ne devraient jamais servir à contraindre des gouvernements réticents à libéraliser leurs politiques commerciales, ne serait-ce que parce que cela ne marche pas. Il propose que les APE ne demandent aux États africains qu'une libéralisation limitée au cours sur une période allant jusqu'à 20 ans, facilitée, si nécessaire, par l'amendement des règles de l'OMC.

Amélioration de l'accès aux marchés

Le rapport propose l'amélioration de l'accès de l'Afrique aux marchés européens par deux voies : en élargissant les préférences pour

couvrir tous les produits et à travers la réforme des 'caractères fins' dans les règles d'origine qui, pendant trois décennies, ont entravé les exportations africaines de produits transformés et manufacturés. L'élargissement des préférences est simple. L'Accord de Cotonou assure à tous les États d'Afrique subsaharienne un accès en franchise de droits (ou avec des droits réduits) pour la plupart des biens – mais pas pour tous. Aux fins de l'Initiative tout sauf les armes, l'UE assure déjà aux pays les moins avancés (notamment en Afrique) un accès en franchise pour tout (sauf les armes). Le rapport ajoute sa voix à la demande souvent faite à l'UE d'assurer à tous les États africains un accès aussi favorable qu'au titre de l'Initiative tout sauf les armes. Concernant la réforme des règles d'origine, la Commission recommande que les pays riches exigent un minimum de valeur ajoutée de seulement 10% en Afrique. Elle propose également de permettre aux États africains de recourir à des intrants importés de n'importe quelle source, ce que l'on appelle le 'cumul global'.

Des résultats audacieux pour Doha

Le rapport énonce de manière explicite que l'Afrique sera perdante si le Cycle de Doha ne va pas au-delà des positions formulées par l'UE et les États-Unis à Cancun. Seul un Cycle qui met un terme, de manière effective, au protectionnisme agricole des pays de l'OCDE a une chance de bénéficier à l'Afrique. Et même alors, la région aura besoin d'une assistance substantielle tant pour aider à l'ajustement que pour stimuler la capacité d'offre, pour que l'Afrique puisse tirer profit des opportunités offertes.

Le rapport propose que les pays riches s'engagent à réduire les tarifs sur les produits agricoles à des niveaux très faibles. C'est une position très radicale, qui va bien au-delà de tout ce à quoi l'UE ou le Japon se sont engagés jusqu'ici, dans les négociations de Doha. Qui plus est, ceci sert de critère pour une libéralisation réelle. Tout résultat du Cycle Doha qui ne répond pas à ce critère n'est une 'libéralisation' réelle.

Un 'test du développement'

La capacité pour l'Afrique de continuer à exporter des produits agricoles vers l'Europe est compromise en raison des normes sanitaires et phytosanitaires de plus en plus pesantes. Les résultats pourraient être tout à fait désastreux pour l'Afrique, sans mener à une amélioration correspondante des niveaux de santé publique en Europe. Pour éviter d'en arriver là, le rapport propose que les responsables de l'UE soient tenus de formuler leurs réglementations en travaillant étroitement avec les gouvernements africains et le secteur privé. Il propose aussi que toute norme sanitaire de ce type soit tenue de répondre à un 'test du développement', pour démontrer qu'une amélioration mesurable et significative de la sécurité sanitaire des consommateurs européens ne pourrait être assurée par d'autres moyens plus favorables au développement de l'Afrique.

* Chris Stevens est chercheur à l'Institute of Development Studies, dans le Royaume-Uni, spécialiste de la politique commerciale internationale qui affecte les pays en développement. Une réponse à tous les aspects du rapport de la Commission est disponible sur le site web d'IDS à : <http://www.ids.ac.uk/ids/news/CFA%20Response/CfAResponse.html>

¹ La Commission pour l'Afrique a été créée en février 2004, par le premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, pour fournir un ensemble cohérent de politiques visant à accélérer les progrès pour une Afrique forte et économiquement prospère. L'initiative se met en place à un moment où le Royaume-Uni préside le G-8 pour 2005 et l'UE, pendant le second semestre de cette année. Le rapport complet de la Commission pour l'Afrique est disponible à : <http://www.commissionforafrica.org/english/report/thereport/cfullreport.pdf>